

Plus de 107 000 signatures pour agir en faveur du climat

ENVIRONNEMENT • Une pétition demandant l'abandon des énergies fossiles d'ici à 2050 a été remise hier au Conseil fédéral et au Parlement.



Avec le dépôt de sa pétition, l'Alliance climatique espère donner un signal important au Conseil fédéral. KEYSTONE

LAURA DROMPT

En six mois, l'Alliance climatique suisse, forte d'une petite soixantaine d'ONG et de partis politiques, a récolté plus de 107 000 signatures pour sa pétition sur le climat. Déposé hier à Berne, le texte demande que la Suisse n'utilise plus que des énergies renouvelables d'ici à 2050, et qu'elle aide financièrement les pays les plus démunis face aux effets du réchauffement de la planète.

«Les pauvres et les habitants des pays en voie de développement sont ceux qui subissent les premières et plus fortes conséquences du changement climatique. Cela alors qu'ils contribuent très peu à ce problème.» Rupa Mukerji, co-auteur du rapport du fameux GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et membre de la direction d'Helvetas, a défendu la voix des premières personnes touchées par le changement climatique.

Rappelant que le réchauffement climatique est déjà une réalité pour une partie de la

population mondiale, Rupa Mukerji a invité les Suisses à se mettre à la place de ces personnes. «Vous pouvez vérifier sur vos téléphones, aujourd'hui à New Delhi, il fait 42 degrés. Les moussons sont perturbées. Dans certains endroits, le manque d'eau et la sécheresse font qu'il n'y a pas eu de récolte satisfaisante depuis trois ans.» Et les pires effets de la pollution se font ainsi ressentir pour des personnes qui n'ont ni eau courante, ni gaz, ni un accès satisfaisant à l'électricité.

Aider les autres à s'adapter

«La plupart des catastrophes météorologiques pourraient être évitées par des mesures d'adaptation appropriées», a ajouté Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud. «Dans l'Oberland bernois, une gestion de l'eau équilibrée a permis d'éviter les graves conséquences des crues du mois de mai. Mais les pays en développement manquent de savoir-faire. Les pays industrialisés doivent les soutenir.»

Aider les autres à s'adapter fait partie des mesures suggérées. Mais, surtout, la pétition demande d'agir pour stopper le réchauffement. «Avec un objectif de réchauffement maximal de 2 degrés d'ici à 2050, il faudrait baisser les émissions intérieures de CO2 en Suisse de 3% par an. Le Conseil fédéral, dans ses objectifs climatiques, prévoit une baisse de 1%», a expliqué Thomas Vellacott, PDG du WWF Suisse.

Ce dernier a relevé plusieurs mesures qui permettraient d'améliorer le bilan de la Suisse, dont la fin des chauffages à mazout, pour lesquels la Suisse détient le «triste record» au niveau international, a-t-il précisé. «Un chauffage à pompe à chaleur cause dix fois moins d'émissions de CO2 et il coûte un tiers de moins en comptabilisant l'énergie et la maintenance.»

Par cette pétition, l'Alliance climatique espère donner un signal important au Conseil fédéral, non sans viser la Conférence climatique internationale qui se prépare à Paris. I

La Solikarte vit toujours

MIGROS • La «cumulus solidaire» peine à trouver des donateurs.

Fin mars 2014, Migros avait décidé de transformer son contrat avec Solikarte. Depuis, l'association connaît un déficit sans précédent. Afin de poursuivre son action auprès des requérants mis au régime de l'aide d'urgence, elle souhaite rappeler aux Suisses qu'il est toujours possible de donner ses points cumulus.

Après plusieurs remaniements, Solikarte a en effet proposé une carte qui peut être partagée avec quatre autres personnes. Suffisamment pour «brouiller les pistes». Cela n'a pas empêché les dons de chuter drastiquement entre 2014 et 2015: «Avant, on était à 30 000 francs tous les deux mois. Avec le changement en mars 2014, on est descendu à 8000! Depuis, on est remonté à 12000

francs. Mais on reste dans une situation précaire», résume Debora Buess, cofondatrice de l'association. «Principalement, par manque d'information», déplore-t-elle. «Car, du moment que les gens comprennent que la procédure est simple, beaucoup sont prêts à le faire.»

En Suisse romande, les donateurs pour l'instant beaucoup moins nombreux qu'en Suisse alémanique: «C'est normal, le projet a débuté à Saint-Gall. Les dons sont peut-être plus nécessaires en Suisse alémanique, où le tissu associatif pour les droits des requérants d'asile est moins fort», avance Debora Buess. SARA KASME

Pour commander la Solikarte, www.solikarte.ch/fr/

EN BREF

CAS DE RIGUEUR

Caritas veut un permis de séjour après trois ans

Plus de 30'000 réfugiés déboutés séjournent en Suisse à titre provisoire sans pouvoir rentrer au pays en raison de la guerre ou de violences. Caritas exige que ces cas de rigueur obtiennent les mêmes droits que les bénéficiaires de l'asile, dont celui de rester en Suisse si un retour est impossible après trois ans. ATS

AGRICULTURE

Le prix du lait au plus bas

En mars, le prix du lait a atteint son plus bas niveau depuis le début des relevés en mai 1999. Il s'élève à environ 57,13 centimes le kilo. C'est presque 11 centimes de moins que l'année dernière à la même période, a indiqué hier le bulletin du marché du lait de l'Office fédéral de l'agriculture. Le prix de vente en gros pour le Gruyère a quant à lui nettement progressé par rapport à l'année précédente (+3,5% à 16,52 fr./kg). ATS

AFFAIRE PARMALAT

Un dernier volet suisse

Le Ministère public de la Confédération a mis un point final aux enquêtes menées dans le cadre de la banqueroute du groupe alimentaire italien Parmalat. Il renvoie devant le Tribunal pénal fédéral (TPF) un ressortissant italien, ex-cadre de la Bank of America. Domicilié en Italie, l'homme répondra de blanchiment d'argent aggravé, récidive de faux dans les titres et corruption passive. ATS

RÉSEAU NATIONAL DE SÉCURITÉ

La Suisse mal préparée à une pénurie d'électricité

Dans le cas d'une longue pénurie d'électricité, la Suisse serait mal équipée. La collaboration intercantonale et celle entre les cantons et les organes fédéraux sont lacunaires. C'est le constat de l'exercice du Réseau national de sécurité 2014.

Pandémie de grippe et pénurie d'électricité. Voilà le scénario de cette mise en situation qui devait tester les capacités de coordination, ainsi que les moyens à disposition des partenaires engagés au sein du Réseau national de sécurité pour faire face à une situation de crise nationale majeure. L'exercice s'est déroulé du 3 au 21 novembre 2014.

Des représentants de la Confédération, des cantons et de l'armée ont présenté hier à Interlaken le rapport final qui établit que «les conséquences d'une pénurie d'électricité sont bien plus graves que celles entraînées par la panne d'électricité elle-même ou par une pandémie. Elle suffirait ainsi à

créer une situation d'urgence». Les plans d'intervention actuels ne seraient pas suffisants.

L'exercice a également mis en lumière quelques lacunes dans la collaboration et la coordination. Par exemple, toutes les structures

et procédures nécessaires ne sont pas encore intégralement abouties, connues et rodées. Le Réseau national de sécurité dans son ensemble s'est cependant révélé à même de remplir l'essentiel de ses missions. ATS

EMPLOI



La Codha est une Coopérative sans but lucratif qui construit, rénove et gère des immeubles avec la participation des habitant-e-s. Afin de compléter son équipe dans le pilotage de projets, la Codha ouvre un poste de :

Assistant-e à maîtrise d'ouvrage Chargé-e de projets

Temps partiel : 60 à 80% (à discuter)

Détails sur www.codha.ch

Entrée en fonction : Septembre 2015

Les lettres de motivations, accompagnées d'un CV, sont à adresser par e-mail à la Codha, candidature@codha.ch, avec mention "personnel/candidature", jusqu'au 12 juin 2015.

EMPLOI

LA VILLE DE GENÈVE
ENGAGÉ



LA VILLE DE GENÈVE SOUHAITE POURVOIR LES POSTES SUIVANTS:

UN-E MÉDIATEUR OU MÉDIATRICE CULTUREL-LE ET SCIENTIFIQUE EN CHARGE DU PUBLIC ADULTE (ADULTES, TOURISTES ET SENIORS) au Musée d'ethnographie de Genève (MEG)

UN-E CONTREMAÎTRE OU CONTREMAÎTRESSE au Service logistique et manifestations (LOM)

Pour plus de détails concernant ces annonces: www.ville-geneve.ch

Conditions et procédure d'inscription:

Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: www.ville-geneve.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus. Tous les postes de l'administration municipale sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes, selon les objectifs de la politique de promotion de l'égalité entre femmes et hommes poursuivis par la Ville de Genève. Dans sa volonté de lutter contre le chômage, la Ville encourage les candidatures provenant de l'Office cantonal de l'emploi.